

le populaire

vous souhaite une excellente année



Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
Facebook.com/Le-populaire-conakry



Suivre le journal qui vous ressemble,
c'est possible !



RDV maintenant sur Twitter
@LEPOPconakry



Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
Facebook.com/Le-populaire-conakry



Suivre le journal qui vous ressemble,
c'est possible !



RDV maintenant sur Twitter
@LEPOPconakry



Scandale des lampadaires
Les députés peuvent réclamer l'enquête...

Page 9



DISTINCTION
Prix Soldats du changement

Guinée
Auto TK à l'honneur

Page 9

La plaine de Kakala à Boffa

UN GRENIER
À PRÉSERVER À TOUT PRIX !

Lire notre reportage en **Page 7**



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°542 • MARDI 3 JANVIER 2017 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294



Antonio Souaré L'étoile qui fait briller le football guinéen

Le directeur national des Impôts
accusé de détournement

La vérité sur les 28,6 milliards payés par Simfer

Pages 4 & 5

BORDERAUX REMISE N° 102045

Chèque remis à l'Agence Principale des Impôts de la C.R.G. le 20/10/2016

Journée du 20/10/2016

Bénéficiaire: receveur spécial des impôts: C7 41.11.134

TIREUR	N° Compte	Date du Chèque	N° Chèque	Observ	MONTANTS
BIC 1641	032 601	11/10/16	01831025		37605465417
-/-	-/-	-/-	01831029		1620623017
-/-	-/-	-/-	01831032		194167266
-/-	-/-	-/-	01831027		243967049
-/-	-/-	-/-	01831031		377973546
<p>Agence Principale des Impôts</p> <p>20 OCT 2016</p> <p>CONAKRY</p>					
<p>Monte à la somme de: Vingt-neuf milliards trois cent soixante dix sept millions cent quatre vingt dix neuf mille deux cent quatre vingt quinze Francs Guinéens</p>					
<p>Receveur Spécial des Impôts</p>					29377199.995

TOTAL: 29377199.995

Bordereau remise chèques.



Makanéra candidat

Avec moi, Boké ne sera plus un gardien de l'enfer qui meurt de froid

Page 11



Bah Oury joue un «rôle» que Fatou Badiar a refusé ...

Page 11



L'année 2017 débute mal pour l'opposition républicaine

Page 10

Confidences PUBLIQUES

Un cultivateur de Mandiana égorgé par un sourd-muet

Ce crime crapuleux s'est produit le mardi 27 décembre 2016 dans la sous-préfecture de Niantanina, un secteur de Faradian à Mandiana. La victime est un quinquagénaire nommé Idrissa Diallo. Il est parti de la maison très tôt le matin pour son champ. Diallo a duré plus qu'il n'en avait l'habitude. Les siens étant restés jusqu'à 20 heures sans voir son front pointer, ont commencé à s'inquiéter. C'est alors qu'une commission de recherche a été instituée et qui a débouché sur la découverte macabre de sa dépouille étalée dans les feuillages. Même si les circonstances du meurtre restent encore à élucider, nos confidents indiquent que le présumé tueur aurait trouvé sa victime en train de travailler paisiblement dans son champ où il l'aurait agressé. Les agents des forces de l'ordre ont arrêté le présumé criminel avant de le transférer à la gendarmerie de Mandiana. Le sourd-muet Sékou Diakité serait un récidiviste. Puisqu'en 2004, il avait tenté d'égorger une première victime avant qu'il ne soit rattrapé par la population. A 55 ans, le défunt laisse dans le deuil une veuve et 6 enfants.

Vers le procès du désormais ancien préfet de Dinguiraye...

Pointé du doigt dans plusieurs scandales, le préfet Mouloukou Souleymane Camara avait été suspendu de ses fonctions. Limogé le vendredi 23 décembre, cet homme qui trainait des caseroles, à l'image de ses homologues de Kindia et Koubia, est attendu de pied ferme par les membres de la Société civile et les défenseurs de droits des communautés riveraines des sites miniers. Son procès se prépare. Son homologue de Koubia, le nommé Amadou Sadio Diallo est aussi mis à la disposition du ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation. Mais celui de Kindia, Mohammed Dinn Camara cité lui aussi dans plusieurs dossiers de détournements de fonds alloués aux communautés par la CBK, la compagnie qui exploite la bauxite de Kindia, a eu plutôt la chance de bénéficier d'une mutation au même poste à... Lélouma.

Direction nationale des Impôts La vérité sur les 28,6 milliards payés par Simfer S.A.

Par voie de presse, le directeur national des Impôts a été accusé de détournement d'un montant faramineux. Voici ce qu'il en est. Preuves à l'appui.

Le directeur national des Impôts, Aboubacar Makissa Camara, est accusé d'avoir donné une « destination inconnue » à une recette fiscale de 27 milliards de francs (il s'agit en fait de 28,6 milliards) et on fustige sa gestion des ressources humaines. Ayant plutôt bonne réputation, à cause de ses performances inédites dans l'administration fiscale, nous avons mené nos propres investigations. Le résultat est tout autre : l'argent est au Trésor.

Traçage des 28,6 milliards

Puisque l'eau n'est potable qu'à la source, nous avons refait le parcours des 28,6 milliards. Voici, preuves à l'appui, le résultat de notre démarche. Il est vérifiable par tout un chacun. En octobre 2016, la société SIMFER S.A. a émis deux chèques BICI-GUI certifiés (l'un, N°01894028 d'un montant de 27 603 468 417 GNF, l'autre N°01894029 d'un montant de 1 020 623 017 GNF) pour régulariser les RTS (retenues sur traitements et salaires) et les versements forfaitaires de ses employés nationaux pour la période du mois de septembre. Dans le cadre de la sécurisation des montants, les chèques ont été libellés au nom du Receveur Spécial des Impôts pour le compte du Trésor public. Autrement dit, les montants ont été bloqués au compte du Receveur Spécial des Impôts domicilié à la Banque centrale (BCRG). Par quelle magie une quelconque personne pourrait-elle les détourner ? Le caissier de la DNI a encaissé les deux montants le 17 octobre 2016 et transmis les effets à la comptabilité qui, à son tour, a établi le bordereau de remise de chèques numéro 1449 daté du 24 octobre 2016. Le bordereau a été déchargé le 26 octobre 2016 et revêtu de la signature et du cachet du chef de la section Compensation et Incidents de paiements de la

TIREUR	N° Compte	Date du Chèque	N° Chèque	Observ	MONTANTS
BICI-GUI	092 401	11/10/16	01894028		27 603 468 417
-/-	-/-	-/-	01894029		1 020 623 017
-/-	-/-	-/-	01894030		194 167 266
-/-	-/-	-/-	01894031		213 967 049
-/-	-/-	-/-	01894032		317 973 546

Bordereau remise chèques.

BCRG (voir document scanné ci-dessous).

Ce bordereau atteste que les deux montants ont été pris en charge par la BCRG. Après la remise des chèques, le compte de la DNI numéro 20110000140 a été crédité des deux montants de 27 603 468 417 GNF et 1 020 623 017 GNF, soit un total de 28 624 091 434 GNF (voir ci-dessous le relevé des opérations de la BCRG du 26 octobre 2016). Où diable est le préjudice financier prétendument commis par le directeur national des Impôts ?

Stressés par une forte affluence et soumis aux impératifs de fluidité, les agents de saisie de la direction nationale des Impôts – qui actionnent leur clavier à l'aveuglette, comme tout bon secrétaire informatique – avaient d'abord commis une erreur d'imputation qui s'explique par la quasi-ressemblance des identifiants fiscaux (numéros d'identification fiscale ou NIF) des deux sociétés SIMFER S.A. (NIF : 000071) et BONAGUI S.A. (NIF : 00007). Or, une telle erreur compte toujours pour au moins 2% en traitement de dossier. Dans n'importe quel service administratif, l'erreur de

saisie est un acte normal de gestion, pourvu qu'elle soit corrigée. Ce qui arrive toujours parce que le destinataire du document s'en rend vite compte et la signale.

Par confusion de NIF, BONAGUI S.A. a reçu une quittance normalement destinée à SIMFER S.A. Son cabinet d'expertise, Epsilon, a tout naturellement retourné la quittance à la direction nationale des Impôts (DNI) pour erreur d'imputation. La quittance a été refaite et corrigée au nom de SIMFER S.A.. Et tout est rentré dans l'ordre.

Toutes ces opérations ont été vérifiées et sont vérifiables par tout journaliste aux différentes sources : BONAGUI S.A., SIMFER S.A., la BICI-GUI, la DNI et la comptabilité de la BCRG. Outre les documents probants joints à cet article, des preuves supplémentaires peuvent être trouvées à la BICI-GUI et à la BCRG, en vertu du principe comptable de la partie double : si un compte est débité quelque part, il faut qu'un autre soit crédité quelque autre part. Il est donc loisible à toute personne (journaliste, inspecteur, limier ou simple citoyen) de s'assurer que le compte de SIMFER S.A. à la BICI-GUI a été débité des deux

montants pour régulariser les RTS et les versements forfaitaires de ses employés nationaux pour la période du mois de septembre et, concurrentement, le compte de la DNI pour le Trésor public à la BCRG a été débité exactement des mêmes montants.

Autre chose : contrairement aux allégations, aucune des 19 pages du rapport de l'inspection générale d'Etat (relevant de la Présidence de la République) rédigé en novembre 2016 ne mentionne un quelconque détournement de 27 milliards à la DNI. Ni non plus les annexes du rapport. Bien au contraire, avec plus de 4 000 milliards tombés dans l'escarcelle de l'Etat, la direction nationale des Impôts est devenue la plus importante régie financière de l'Etat guinéen. Elle a largement dépassé ses objectifs en cette année 2016.

Quid du milliard dépensé aux états généraux des Impôts

Le milliard dépensé pour la tenue des états généraux des Impôts à Fria est une bagatelle par rapport à la très grande utilité de cette rencontre pour la mobilisation et la sécurisation des recettes fiscales. Ce budget s'est même révélé serré face aux multiples dépenses et imprévus. L'initiative et la réussite des états généraux des Impôts ont été unanimement saluées par tous les observateurs et partenaires techniques et financiers (PTF) de l'Etat guinéen. La presse, les élus locaux, le gouvernement, les PTF et les représentants des services centraux, décentralisés et déconcentrés des Impôts y étaient. Pendant trois jours, tous les problèmes et mauvaises pratiques de l'administration fiscale guinéenne ont été évoqués sans tabou ni complaisance.

Pour mettre en œuvre les préconisations finales, à court, moyen et long termes, le directeur national des Impôts a effectivement mis en place une commission, comme il l'avait solennellement promis aux états généraux. Selon lui, ces résolutions ne doivent pas rester lettres mortes, comme bien souvent en Guinée. Franchement, un milliard, c'est pas grand-chose – c'est même très peu – pour un brainstorming qui a réuni plus de 300 cadres

Suite à la page 3

le populaire

5 avenue Manquepas, immeuble Baldé Zaïre, Kaloum, Conakry, Guinée
Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

**le populaire
Magazine**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Abdoul Malick Diallo
+224 655 620 085
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lrmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

EDITEUR, ADMINISTRATEUR DES PUBLICATIONS

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

Suite de la page 2

venus des 33 préfectures du pays et des cinq communes de Conakry, sans compter les représentants du gouvernement, des institutions républicaines et internationales, le comité d'organisation, la presse, les artistes invités, les cas imprévus qui surviennent toujours en pareille situation. Les dépenses ont porté sur cinq jours au moins : la veille qui a vu arriver les derniers participants, les trois jours des états généraux et le jour suivant, celui des départs vers les quatre coins de la Guinée. Tout le monde a été logé décemment – pas dans des bouges, quand-même, mais dans les hôtels de la place, qui sont chers –, nourri convenablement dans un excellent restaurant, égayé le dernier jour dans les lieux d'attraction.

Qu'on fasse le calcul : un milliard pour tant de dépenses pendant cinq jours et pour plus de 300 personnes, ça fait à peine une moyenne brute de 500 mille francs par personne et par jour. En net, c'est beaucoup moins. Ne fallait-il pas payer les frais de transport aller-retour de toutes les délégations communales, préfectorales et autres du pays ? L'objectif pour la direction nationale des Impôts était double : réussir la tenue des états généraux suivant les directives du ministre du Budget et faire revivre quelque peu l'économie locale de Fria, dont tout le monde sait qu'elle est une préfecture sinistrée depuis la fermeture de l'usine d'alumine par la compagnie RusAl il y a quelques années. Si Fria est la préfecture natale d'untel, qu'importe ? C'est même très bien. L'argent dépensé à Fria a largement profité à toute une gamme d'opérateurs locaux et, transitivement, à des familles qui en avaient bien besoin.

Relevé des opérations de la BCRG.

Quant au décaissement du milliard, il a été fait régulièrement avec l'aval du ministre du Budget et de celui de l'Economie et des Finances. L'état des dépenses effectuées aux états généraux est disponible chez le directeur national adjoint Charles Bémy. Où est le problème ? Quid de la prétendue mauvaise gestion des ressources humaines à la DNI ? Concernant la gestion des ressources humaines à la DNI, l'auteur des deux brûlots qui les fustige, a lui-même donné la mesure dont il faut la mesurer. Il a dit si justement qu'une mauvaise gestion des ressources humaines entrave leurs performances et par conséquent la réalisation des objectifs assignés à la DNI. Il ne croit pas si bien dire. En effet, selon un grand prophète, c'est aux fruits qu'on juge l'arbre. Si

les fruits sont mauvais, l'arbre est mauvais, donc il faut l'abattre, le découper et le jeter au feu. Si les fruits sont bons, l'arbre est bon. Or, la DNI n'a produit ses meilleurs fruits que sous la direction du très courageux Aboubacar Makissa Camara, abhorré par les déprédateurs de l'économie nationale, admiré par les contribuables. Grâce au dispositif de mobilisation et de sécurisation des recettes fiscales qu'il a mis en place, la DNI a été excédentaire en 2016 par rapport à ses objectifs. Comment Aboubacar Makissa Camara aurait-il pu réaliser une telle prouesse s'il avait mal géré les ressources humaines mobilisées pour la cause, comme le prétend l'accusateur. A lui de résoudre cette contradiction !

Une chose est sûre, si un général trie sur le volet ses soldats, enfourche lui-même un pur-sang – comme le chevalier Bayard sans peur sans reproches –, son régiment remportera bien des victoires ! Bien évidemment, ça ne fera pas plaisir aux brebis galeuses.

Un acharnement injuste contre un cadre jeune et innovant

Pourquoi ne parle-t-on pas des réformes innombrables et hardies qui ont permis les performances actuelles de la DNI dans tous les domaines ? Avec le jeune et dynamique directeur national des Impôts, toutes les opérations sont informatisées, il n'y a plus de perception d'impôts en espèces (ça fait très mal à ceux qui y étaient habitués), les recettes fiscales sont sécurisées, toutes vont au Trésor public et entrent dans le budget national de développement, etc. En vérité, le jeune directeur est combattu par quelques collaborateurs qui ne souffrent pas que la DNI ait cessé d'être leur vache laitière, un lieu pour festins de chacals. L'acharnement contre un cadre de l'administration publique a toujours une explication. C'est soit parce qu'il est mauvais, un prévaricateur impénitent, soit parce qu'il est la mauvaise conscience des autres, un empêchement de détourner en rond. Assurément, Aboubacar Makissa Camara est de la seconde catégorie, un réformateur déterminé et un gardien farouche des deniers publics. Son chemin est semé d'embûches mais il accomplit vaillamment sa difficile mission, celle que le président de la république lui a confiée via le Premier ministre et le ministre du Budget. On ne peut pas plaire à tout le monde et à son père ! Il doit s'y faire.

Par El Béchir

Ils ont dit



Bah Ousmane, président de l'Upr, ministre d'Etat, ministre conseiller à la présidence de la République : « Changer de projet de société du jour au lendemain, c'est de l'incohérence politique. »



Alpha Saliou Wann président de l'AFD : « De 2011 à 2015, les entreprises et les ménages ont subi un choc fiscal d'une grande ampleur avec la forte hausse des impôts et taxes, mais malheureusement, Alpha Condé a dilapidé toutes ces ressources financières collectées et aujourd'hui, notre pays se retrouve avec des infrastructures détériorées dont la remise à niveau nécessitera des milliards de dollars d'investissements. Or, c'est pas moins de 25.000 milliards de francs soit 3,5 milliards de dollars des budgets d'investissements publics de 2011 à 2015, qui sont partis en fumée. »

Affaire Toumba Diakité

Bah Oury, Faya Millimouno et Papa Koly s'en font écho

L'ex vice-président de l'Ufdg, Bah Oury et les leaders **Faya Millimouno** et **Papa Koly Kourouma** se font écho de l'arrestation de Toumba.



Toumba Diakité, Bah Oury, Dr Faya Millimouno et Papa Koly Kourouma.

Pour Bah Oury, cette interpellation va permettre d'accélérer la tenue d'un procès sur le dossier 28 septembre 2009 et d'en savoir davantage sur la tentative d'assassinat de Dadis. Toumba Diakité est cité en premier chef dans le massacre survenu le 28 septembre 2009 au stade de Conakry. Mais il n'y a pas que lui. Et Bah Oury en est conscient. C'est pourquoi il souhaite que d'autres personnalités membres du CNDD soient interpellées pour livrer leur part de vérité dans cette tragédie qui a coûté la vie à plus de 157 opposants.

« Il ne faut pas tout mettre sur le compte de Toumba Diakité. Il y a d'autres personnes qui sont inculpées dans cette affaire. Il faut attendre qu'elles soient là pour que la vérité triomphe », espère M. Bah. Le leader du Bloc libéral déclare pour sa part craindre une

éventuelle élimination physique de Toumba Diakité dans le but de cacher la vérité au grand public. « Il faut craindre qu'on cherche à se débarrasser purement et simplement de Toumba Diakité et d'autres responsables du CNDD. On a tous été témoins de l'assassinat en prison du frère de Toumba. On se demande aussi si l'arrestation de Toumba Diakité n'est pas une manière de cacher la vérité. Aujourd'hui, Conakry réclame son extradition. N'est-ce pas l'occasion de l'éliminer purement et simplement ? », s'interroge-t-il. Président du parti GRUP, Papa Koly Kourouma est ancien ministre de l'Energie, et actuel ministre d'Etat, ministre conseiller à la présidence. Il laisse entendre que c'est parce qu'il y a eu de la pression internationale que cette arrestation est intervenue. Pour lui, la justice

guinéenne disposait de plusieurs atouts pour arrêter Toumba depuis longtemps. M. Kourouma dit se poser des questions en attendant de « savoir le motif réel » de cette arrestation qui « ne devait être de la mer à boire (...) avec toutes les relations » qu'a la justice guinéenne. Papa Koly Kourouma banalise d'ailleurs cette affaire d'arrestation. A propos, il soutient que « notre pays est paradoxal ». La preuve, selon lui, Dadis a déclaré qu'il veut rentrer en Guinée répondre devant la justice dans l'affaire 28 septembre, mais le régime Alpha Condé lui oppose un niet. Mais Toumba qui ne veut pas rentrer au pays, le régime demande son arrestation et son extradition. Au regard de ce paradoxe, Papa Koly soutient qu'il y aurait une

certaine pression internationale qui pèse sur les épaules frères des décideurs du régime Alpha Condé, désormais obligés

d'aller chercher Toumba à Dakar où il se coulait douce.

Par Aissatou Diallo

ACTU CONAKRY
LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB

L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com
Tel: +224 622 56 56 67
+224 657 36 36 26
E-mail : actuconakry@gmail.com

Vite dit...

Bonne année à vous tous, chers lecteurs !

La vie sur terre est caractérisée par des embûches et obstacles qui parsèment notre passage. Une règle à laquelle notre entreprise de presse *Le Populaire* ne déroge nullement pas. Mais il tente de les éviter à sa façon. A défaut, il les surmonte avec fracas et en sort victorieux. L'année 2016 qui s'en va, aura été celle de tous les défis et de toutes les mutations au sein du comité de rédaction du médium. Son directeur de publication, Alpha Abdoulaye Diallo, est passé administrateur général et éditeur du journal. Il cède son ancien poste à l'ex-rédacteur en chef, Mady Bangoura, qui est monté directeur de publication. Jusque-là secrétaire général de la rédaction, Abdoul Malick Diallo gravit le grade de rédacteur en chef, assisté d'Aissatou Diallo qui devient secrétaire générale de la rédaction. Dans le paysage médiatique du pays, le journal s'est bien comporté. Comme toujours, il a respecté sa périodicité qui le maintient parmi les plus réguliers et sérieux journaux de la Guinée. Une constance que compte pérenniser Alpha Abdoulaye Diallo et son équipe. La nouvelle équipe est menée par son directeur Mady Bangoura gratifié le 11 novembre 2016 au Centre culturel franco-guinéen (CCFG) du *Prix du Meilleur article de presse écrit sur la Culture*, ainsi que du *Grand Prix Djéliba du Meilleur journaliste culturel guinéen de 2016*. Sa première distinction honorifique lui a été remise par le directeur général des éditions *L'Harmattan-Guinée*, **Sansy Kaba Diakité**, et le second et plus prestigieux sésame, par le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique, **Siaka Barry**. Une sentence qui a été saluée par l'écrasante majorité des invités réunis dans la prestigieuse salle Momo Wandel du CCFG. Bimensuel à son lancement le 20 août 2001, le journal est devenu au fil des ans un hebdomadaire paraissant tous les lundis et qui existe actuellement en version électronique. Donc, lu à travers le monde entier. Courant cette année, le supplément magazine gratuit initié en 2015 vous donnera l'occasion de trouver en semainier la démarcation qu'il a bien su faire des autres journaux de la place. D'ici-là, au nom de toute l'équipe, je vous souhaite une bonne et heureuse année.

Mady Bangoura
Directeur de la publication

Libre Tribune

Par Gilles-William Goldnadel
Président de l'Association France-Israël.



Attentat de Berlin : retour sur une tragédie en 4 actes

FIGAROVOX
Débats, opinions, controverses

FIGAROVOX/CHRONIQUE - Gilles-William Goldnadel revient sur l'attentat contre le marché de Noël de Berlin. Pour lui, cette tragédie révèle une nouvelle fois «la candeur occidentale» face à l'islamisme. Gilles-William Goldnadel est avocat et écrivain. Il est président de l'association France-Israël. Toutes les semaines, il décrypte l'actualité pour FigaroVox.

A longueur d'articles, je professe l'idée, assez ingrate, que notre environnement politico-médiatique relève, littéralement, de la psychopathologie collective. Autrement dit souffre d'une folie post-traumatique héritée du choc de la deuxième guerre mondiale.

La consternante tragédie autour du massacre du marché de Noël de Berlin apporte, une fois de plus, la triste démonstration comportementale d'une candeur occidentale malade, en quatre actes dignes d'une mauvaise farce.

Acte 1. Assassin et réfugié. Il s'appelle Anis Arsi. Il quitte sa Tunisie au moment où son dictateur Ben Ali en est chassé par une révolution du jasmin dont le parfum printanier arabe exhale de ses odeurs enivrantes les narines progressistes extatiques. Comme réfugié migrant ayant droit au bénéfice d'un droit d'asile obligatoire, on pouvait trouver mieux.

Connaissant la triste mélodie à seriner à l'oreille des benêts, il se prétend mensongèrement mineur non accompagné. Pour témoigner de sa gratitude aux siciliens dont chacun loue la chrétienne hospitalité, il poursuit ce qu'il n'a jamais cessé: le vol. Il n'est pas pour si peu renvoyé dans son pays.

Acte 2. L'Allemagne nouvelle et généreuse. Il y poursuit ses activités volantes sans désespérer. Les autorités fédérales, un peu lasses de ses pratiques, demande à la Tunisie de leur confirmer qu'il est bien un de leurs compatriotes.

Les autorités de Tunis, conformément semble-t-il à un comportement fréquent, le nient

effrontément. Elles le reconnaîtront comme compatriote immédiatement après le massacre... Au reste, l'expulsion du délinquant d'habitude se serait révélée aléatoire. Bien que les fonctionnaires germaniques s'efforcent de faire admettre que les pays du Maghreb sont des contrées de retour «sûres» pour les expulsés, au sens juridique du droit d'asile, les députés Verts allemands le contestent au regard de la situation des homosexuels en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Arrêt sur cette image de la névrose islamo-gauchiste: les mêmes qui minimisent ordinairement l'islamophobie pour ne pas être islamophobes, la surestiment extraordinairement pour empêcher l'expulsion des islamistes et des délinquants. Folie douce.

Mais Anis Arsi, le futur assassin en série, n'est pas seulement un délinquant récidiviste, il est constamment dans le viseur de l'antiterrorisme allemand, au regard de ses fréquentations djihadistes. En raison d'un juridisme étroit et culpabilisé, il ne sera pas inquiété pour autant et pourra commettre le massacre des innocents en toute tranquillité. Folie dangereuse.

Acte 3. La fuite. Un ministre Vert de Hambourg du nom de Till Steffen décide de retarder l'avis de recherche du bourreau de Berlin, pour ne pas «stigmatiser» les musulmans. On aurait tort de se moquer du Vert d'outre-Rhin. Nos rouges bien de chez nous ne valent pas mieux. De M. Hamon qui explique doctement que les femmes de Trappes sont interdites de café en raison «d'une tradition ouvrière» à mademoiselle Autain qui va boire un coup dans un bar strictement garanti sans femme pour prouver qu'il y en a au moins une.

Suite et fin de la cavale de notre Anis. Il est mis, enfin, hors d'état de nuire dans une rue de Milan. Notre ministre de l'intérieur diplômé, mais certainement pas de géographie, appelle à la plus grande prudence ceux qui prétendent, pour illustrer la porosité des frontières nationales en période d'alerte maximale, qu'il serait passé sans encombre par notre pays. C'est donc que Chambéry, où il a été repéré, n'est plus en France, par décret ministériel.

Acte 4. La morale médiatique pavlovienne en fond sonore. Il est grandement à craindre que ce sur quoi je suis en train d'ironiser, sans doute pour exorciser ma tristesse et ma colère, sera dénué de toute portée curative. A chaque tuerie, une analyse clinique des causes évidentes et indiscutées, devenue rituelle, est rapidement oubliée. C'est tellement loin, le Bataclan, l'hyper kasher, Nice, Saint-Pierre du rouvrais... demain Berlin sera lointain.

Les commentaires médiatiques pendant que l'assassin de Berlin courait encore et qu'on ignorait son identité, comme à chaque fois, étaient davantage dirigés contre ceux qui mettaient en cause la dangerosité du phénomène migratoire, que vers l'assassin ou ses victimes. Sauf lorsqu'il s'agissait d'admirer la leur vacillante d'une bougie.

Malheur à ceux qui avaient, un peu vite, tirer argument de l'arrestation d'un afghan innocent. Après tout, on pouvait encore espérer peut-être quelque chose de l'extrême droite allemande...

L'Obs restait toujours aux aguets. Le pauvre ne s'était toujours pas remis de cet article du 5 août 2015 intitulé doctement: «huit idées reçues sur les migrants» parmi lesquelles, à combattre sans répit, la sottise selon laquelle ils seraient «peu éduqués» et surtout celle, encore plus monstrueusement fausse, qu'il y aurait «des terroristes parmi eux».

Un argument, subsidiaire, était distillé sans grande modération. Les migrants n'étaient pas toujours responsables des derniers attentats.

La preuve indiscutable: à côté de ceux responsables, il est vrai, de certains attentats en

France comme en Allemagne, il y avait aussi les Merah, les Nemmouche, les Coulibaly, les Kouachi...

Admirez, je vous prie, l'argument. Presque patriotique. Défense de craindre la migration islamique ou de s'en plaindre, puisque l'immigration islamique, mais de facture française, est également responsable des autres attentats. On peut donc encourager la première sans appréhension pour renforcer la seconde sans prévention. Malheur encore à ceux qui avaient le goût abject de vouloir, tels des vautours au-dessus d'un cadavre, «récupérer» l'attentat de Berlin pour en tirer, une nouvelle fois, une leçon politique.

On peut, on doit conclure à la montée du racisme lorsqu'un comorien est jeté dans la Seine. On peut, on doit conclure à la montée dangereuse de l'extrême droite lorsque Clément Meric meurt dans une rixe entre fascistes bruns et fascistes rouges. On peut, on doit conclure à la brutalité étatique lorsque le manifestant Rémi Fraisse est tué involontairement par une grenade. On peut, on doit exiger immédiatement, on obtient, la fermeture des centrales nucléaires au lendemain de la catastrophe de Fukushima, au nom du principe de précaution. Mais interdiction de conclure à la dangerosité de migrants manipulés par l'État islamique, à la suite d'un énième attentat, sous peine d'une immonde récupération.

Voilà pourquoi, les corps des innocents de Berlin, à peine ensevelis dedans la terre froide, on peut d'ores et déjà le prophétiser, ne seront pas les derniers. Le comportement largement inconscient et désormais automatique d'un personnel politique et médiatique d'une candeur malade revient à abandonner les populations à une insécurité physique et sociétale confondante.

Il en faudra encore du temps, des morts et des combats pour que l'islamo-gauchisme névrotique soit clairement diagnostiqué pour ce qu'il est: Une perversion masochiste occidentale alimentant une hystérie sadique et paranoïaque orientale.

Gilles William Goldnadel ©

VERBATIM

SE Alpha Condé, président de la République

« L'histoire de la Guinée est très douloureuse. Dernièrement, j'ai invité les imams à prier. Je leur ai dit que nous subissons beaucoup de malheurs parce que nous avons trop péché contre Dieu. Nous devons prier pour demander pardon à Dieu. Parce que nous avons beaucoup agressé Dieu. Quand on massacre et qu'il y ait pas une injustice permanente...il faut prier pour demander pardon. Beau-



coup de choses, nous arrive c'est parce que nous avons agressé la religion de Dieu (...) Nous avons un passé criminel, un passé assassin. Nous disons que nous sommes musulmans ou chrétiens, mais notre passé est tout sauf celui d'un musulman ou d'un chrétien (...) Il faut que nous puissions transmettre un autre héritage à notre jeunesse. »

Reportage La plaine de Kakala : Un grenier à préserver à tout prix !

En 2016 à Boffa, une espèce de gale a fait pourrir des rizières à **Kakala**. Sitôt, les paysans ont introduit des cultures de rechange pour minimiser le sinistre. Reportage.



Sur ce champ dévasté par la gale, Sana Foré, Amadou Sylla, Mamadou Camion et Samsdeen s'activent à élever des buttes. Ils attendent un meilleur aménagement de leur espace cultural devant promouvoir la réputation de la plaine de Kakala, meilleur rendement agricole.

Les jeunes de Kakala ont conscience que leur avenir n'est pas dans la migration mais dans l'exploitation de leur rizière. Constitués en groupes d'âge, ils intensifient leurs efforts dans des travaux champêtres les mettant à l'abri de toute tentation de l'Europe comme l'ultime eldorado.

Aboubacar Camara, dit **Babou**, est l'un d'eux. Atteint de maux d'yeux au lycée, cet aîné d'une famille nombreuse a décidé de retourner au village pour se lancer dans l'agriculture. Une option qui lui réussit. L'an dernier, il s'est offert une maison. Maintenant, il veut se marier après la moisson.



Devenus au fil des saisons des exploitants agricoles prospères, pour rien au monde, Aboubacar Camara, Sana Foré et Amadou Sylla ne se porteraient candidats à la migration vers l'Occident.



Florissant grenier à 216 km de la capitale

A 216 km de Conakry, se trouve le district de Kakala. Un gros village d'environ 700 âmes avec pour occupations les activités agropastorales, commerciales, et la pêche. Il est longé par une plaine rizicole de plus de 20 km. Une route bitumée de 60 km le sépare du chef-lieu de la préfecture de Boffa, et 57 km de la région administrative de Boké. Kakala a l'avantage d'être un district de la commune rurale de Mankountan situé le long de la route nationale Conakry-Boké. La plaine qui fait sa réputation de zone agropastorale par excellence, traverse les localités de Kolon, Kounoun, Boundouyah, Manténsan, Kassal, Kaléyiré, Yamponi, d'une part, et Katongoron, Bokariah, Tambayah, Diogoyah, Wondima, Tagandangui, Workouyah, Bongolon, Bansayah, Songoron, Kabéléyah, Pila, Konkouré Boboya, Kota, Mankountan, Dansi, Sibali, Kalèxè, Matakan et Bigori, de l'autre. ■

Dans son champ d'Assa *n'itokhi*, le visiteur est frappé par la splendide esplanade qu'offre le site. « *Certainement, les fruits tiendront les promesses des fleurs* », se rassure Babou.

Loin devant, se trouvent les buttes de patate d'**Amadou Sylla**. Cet autre paysan est un homme heureux. Marié, père de 3 enfants, Amadou est aussi victime de la gale.

Aujourd'hui, il totalise 200 buttes de patate douce pour finaliser sa maison de 3 pièces, majorer son troupeau de chèvres et s'acheter une moto. Citant en exemple le nouveau-né qui vient au monde avec des poings fermés, Amadou

enseigne que ce bébé se dit prêt à affronter les difficultés de la vie. « *Ce n'est donc pas moi qui vais démissionner. Car, avec cette activité, je m'occupe de ma petite famille, non sans chercher les bénédictions de mes parents tous très âgés* », se félicite-t-il.

En 2016, ces agriculteurs ont subi une énorme perte causée par le pourrissement de leurs champs. Une situation que **Sana Foré** impute au fait que la plaine a été bouchée par des mauvaises herbes sous lesquelles stagne une espèce de toile bleuâtre, empêchant l'eau douce de circuler convenablement. Ce qui a fortement affecté les pieds des nouveaux

plants de riz. « *Ils nous donnaient pourtant une lueur d'espoir. Mais, ils ont fini par s'affaïsser et pourrir.* »

L'érection incohérente de digues dans les zones voisines de la plaine bloque l'accès aux eaux marines. Sana Foré espère voir cette réalité changer notamment par l'implication des décideurs et partenaires du paysannat, en vue de réussir l'autosuffisance alimentaire et continuer à inonder les marchés.

« *Aussi, nous sollicitons une réglementation de la pêche, car, ici des gens alignent d'une rive à l'autre des filets de petite maille empêchant même les plus petits poissons de monter vers la plaine* », plaide Sana. Ces paysans ont reverdi leurs champs après la gale. Ils attendent un meilleur aménagement de cet espace cultural.

Par **Mady Bangoura**
Envoyé spécial



Sur ce site appelé **Mambakiya**, cette digue a piétons sur laquelle marche notre reporter, sert aussi à capturer les poissons par une méthode traditionnelle dont les exploitants détiennent encore les secrets.

Lisez, Assa n'itokhi !

En langue locale, Assa *n'itokhi* est le nom donné à cette grande étendue de terre située au nord-est du village de Kakala. Là, tout candidat au vol, se croyant seul dans la plaine, ne l'est pourtant pas. De loin, les gardiens champêtres le tiennent à l'oeil. D'où le nom Assa *n'itokhi* qui signifie littéralement *dépose, je t'ai vu* ! Une appellation qui résiste à l'usure du temps. ■

Le passe-temps très laborieux de Sylla



Amadou Sylla se vautre à la coupe de ses lianes de patate.

De retour du champ, Sylla s'installe sous sa tente servant de cuisine en période des pluies. Il passe son "temps libre" à découper en petits morceaux les entre-nœuds des lianes de patates qu'il s'est procuré pour la semence. Le lendemain, ils sont plantés dans les buttes aménagées à cet effet. ■



Mme Camara dans l'un de ses jardins potagers.

Mme Camara, quadra jardinière

Kakala, cette femme au foyer fait partie des célèbres maitrisardes de l'art des jardins potagers. Ici, aux abords de la plaine, elle entretient ses petits plants d'aubergine, de petits piments et de gombo. Forte de près de 30 ans d'expérience, Mme Camara est devenue consultante dans son domaine. Elle enseigne les méthodes traditionnelles de jardinage et prête main forte aux femmes des villages voisins. ■

le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoun, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



555



475



661



33



288



650



824



218



191



16



@VOXAFRICA



/VOXAFRICA

www.voxafrica.com



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Le récipiendaire Tahirou Barry (en veste) est entouré de ses collaborateurs et du comédien et humoriste Kabakoudou (en t-shirt à l'extrême droite).

Le Parlement peut avoir besoin d'enquêter ...

Le scandale des milliards des lampadaires est en passe de pourrir les relations entre parrains et démarcheurs présumés dans cette affaire de la présidence de la République. De sorte qu'à la veille de son départ pour la Turquie où il devrait convaincre son homologue de convoier les cars promis lors de son séjour conakryen, le président Alpha Condé a dû piquer une colère noire quand des ministres (bénéficiant sans doute d'avantages dans cette grosse affaire de sous) ont soutenu en chœur que l'entreprise du malien **Samba Bathily** n'a pas encore touché un seul franc guinéen pour les 30 000 lampadaires à installer dans les 33 préfectures et 304 sous-préfectures du pays.



Les soutiens du malien Samba Bathily assurent qu'il n'a encore touché un seul franc pour les lampadaires d'Alpha Condé.

Qui est donc le coupable et qui est responsable dans cette affaire sinon que le malien seul détenteur légal de ce marché de gré-à-gré acquis dans des conditions qui restent encore à déterminer?

Cette préoccupation intéresse un groupe d'activistes de la Société civile qui cherche à convaincre des parlementaires guinéens pouvant décider de

porter l'affaire devant le perchoir et demander l'ouverture d'une enquête parlementaire en bonne et due forme afin d'aider à voir clair et comprendre un peu plus dans cette grosse affaire de milliards que des corrompus et corrupteurs internationaux se tapent sur le dos du pauvre contribuable guinéen. ■

Distinction Prix Soldats du changement
Guinée Auto TK à l'honneur

A la faveur d'une grandiose cérémonie tenue vendredi 25 décembre 2016 à l'hôtel Noom de Kaloum à l'initiative de la structure Mondial services actions développement Communication (Mosad Communication), l'entreprise **Guinée Auto TK** a été gratifiée du **Prix de leadership** doté du trophée **Soldats du changement**.

Une distinction honorifique que son PDG, **Mamadou Tahirou Barry**, dédie à l'ensemble de ses collaborateurs, à sa famille et aux nombreux usagers de son parc.

Pour le président de l'Association des importateurs de véhi-

cules d'occasion et de pièces détachées (AIVOPD), c'est le sérieux dans le travail accompli qui a payé.

Un acquis que M. Barry promet de maintenir à la grande satisfaction de ses clients.

A l'orée du nouvel an, le jeune PDG promet plus que jamais de se mettre au travail et d'œuvrer dans l'objectif de changer qualitativement l'image du parc automobile guinéen.

Son message à l'endroit des autorités, faire en sorte que son secteur bénéficie de plus d'aides de la part de l'Etat, notamment à travers la baisse des taxes sur les marchandises.

«Parce que cela a une forte répercussion sur le prix des véhicules, en tenant compte bien sûr du revenu du guinéen», soutient-il.

Créé il y a huit printemps avec moins de 5 employés, le parc **Guinée Auto TK**, situé à proximité de l'Ecole normale d'instituteurs (ENI) à Téminetaye, compte actuellement une cinquantaine de travailleurs qui opèrent dans les deux parcs dont dispose l'entreprise. Le troisième étant en phase d'être ouvert.

Par Mady Bangoura



INCROYABLE, MAIS VRAI !

Comme de la volaille sur barbecue, deux présumés braqueurs sont passés au bûcher

Début de matinée du lundi 12 décembre 2016 au quartier Nankô rond-point à Siguiri. Une foule nombreuse encercle deux jeunes gens ligotés des mains et des pieds. Ils sont accusés

d'être les principaux auteurs de plusieurs braquages ayant endeuillé la cité réputée pour sa richesse aurifère. Les deux jeunes hommes ne bénéficient malheureusement d'aucune présomption d'innocence. Encore moins du droit universel d'assurer leur défense.

Comme la volaille sur barbecue, ils sont passés au bûcher. ■

COIN DU BONHEUR



Le carnet rose du 25 décembre 2016 a été celui du journaliste de la radio **Nostalgie-Guinée** **Amadou Oury Hamza Bah** qui a convolé en justes noces avec **Kadija Diallo**, responsable de la communication à **Cash Moov**. Le complexe Marocana sis à Dixinn côté mairie a été le cadre de la mémorable cérémonie de réception du couple. ■

le populaire

Suivre le journal qui vous ressemble, c'est possible !



RDV maintenant sur Twitter
@LEPOPconakry

L'année 2017 débute mal pour l'opposition républicaine

Pour les opposants au régime Alpha Condé, l'année 2017 sera celle de tous les défis liés notamment au respect de l'Accord de sortie de crise paraphé en 2016. Ils menacent déjà de prendre des dispositions pour faire valoir leurs revendications. Au terme d'une plénière tenue mardi 27 décembre au QG de l'Union des forces démocratiques de Guinée (Ufdg), **Aboubacar Sylla**, porte-parole de l'opposition a évoqué les raisons qui font que la date retenue pour l'organisation des élections locales à l'issue du dialogue ne sera pas respectée. « Nous sommes dans une situation où de multiples retards pour la mise en œuvre des dispositifs de l'Accord du 12 octobre entraînent nécessairement la révision de la liste électorale. Il sera difficile de tenir le scrutin local au mois de février.

Il se trouve que de multiples retards se sont répercutés sur l'adoption du Code électoral à l'Assemblée nationale, ainsi que sa transmission au président de la République pour être promulgué», explique M. Sylla. Pour cet ancien ministre de la Communication, il s'agit là de la première violation des dispositifs de l'Accord du 12 octobre 2016, prévoyant la tenue des élections locales au mois de février de 2017. «On est donc dans une situation de blocage avec la CENI qui doit lancer un appel d'offres pour le fichier électoral. Mais si elle-



Aboubacar Sylla prévient que l'Accord doit être appliqué.

même, elle ne vient pas pour participer aux travaux du comité de suivi et s'informer du projet du cahier de charges, on ne sait pas comment elle peut mettre en œuvre les dispositions de cet accord », renchérit le porte-parole de l'opposition, accusant par la suite l'organe de gestion des élections d'avoir une «mauvaise volonté et d'être en manque d'engagement» dans la conduite des élections locales. Avant d'interpeller le président de la République sur le respect des relevés de conclusion de ce dialogue, **Aboubacar Sylla** a levé un coin du voile sur un soupçon de main noire qui serait

en train d'agir dans l'ombre, alors que si «nous avons accepté d'aller au dialogue, c'est parce que le président de la République» s'est engagé à «appliquer et faire appliquer par toutes les institutions cet accord». Donc, si une seule disposition de cet accord est violée, avertit M. Sylla, l'opposition considérera qu'il a été rendu caduc. Faudra-t-il alors revenir à la case du départ? Sur cette éventualité, **Aboubacar Sylla** laisse planer le suspense.

Par Aissatou Diallo

Communiqué de presse

Ambassade de France

Modification de la procédure de prise de rendez-vous VISAS.

A compter du 1er janvier 2017, la procédure de prise de rendez-vous visas sera gérée exclusivement par l'Ambassade de France. A partir de cette date, aucune demande de rendez-vous ne sera prise en compte par le prestataire PCCI.

Cette nouvelle procédure de prise de rendez-vous s'effectuera uniquement par internet et sans frais pour le demandeur.

Toutes les informations relatives à ce nouveau dispositif seront détaillées et précisées sur le site internet de l'Ambassade <http://www.ambafrance-gn.org/-Service-des-visas-152-> dès le 30 décembre 2016.

Jean-François ROBERT
Conseiller politique, presse et communication
Ambassade de France en Guinée et Sierra Leone
Boulevard du Commerce - CONAKRY
Tel : +224 621 00 00 10
Mob : +224 625 258 775
@AmbaFrGuinee

Sagesse

1 La constance en amour est une bonne chose ; mais elle ne signifie rien et n'est rien sans la constance en toutes sortes d'efforts.

Charles Dickens
(La Maison morte)

2 C'est la foi qui donne à l'homme l'élan qu'il faut pour agir et l'entêtement qu'il faut pour persévérer.

Roger Martin du Gard
(Les Thibault)

3 Mieux vaut ne pas changer d'attelage au milieu du gué.

Abraham Lincoln



FORMATION



INSTITUT DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

« L'ECOLE DES ENTREPRENEURS »

AUTORISATION N°144/METFP-ET/DNETPP/144 - AGREMENT N° 35 81 /METFP-ET/CAB/DNETPP/15



PARTENAIRE DE L'ETAT & ET DES ENTREPRISES

FILIERES

- *MARKETING
- *BANQUE - ASSURANCE
- *TOURISME ET HOTELERIE
- *COMPTABILITE GESTION
- *INFORMATIQUE
- *GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT
- *GESTION ADMINISTRATIVE DES COLLECTIVITES

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT

- DIPLOME DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'DTS'
- BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR 'BTS'
- BREVET DETUDE PROFESSIONNEL 'BEP'
- LICENCE PRO (à l'étranger)
- BACHELOR (à l'étranger)
- MASTER (à l'étranger)

BOURSE D'ETUDE OFFERTE DANS UNE DE NOS ECOLES PARTENAIRE A LETRANGER

CYCLE DE FORMATION

3 MOIS

6 MOIS

12 MOIS

Contact:
+ 224 660 03 21 62
654 31 77 07
623 16 66 57
E-mail: gigaformation@gmail.com
BP: 1067 Conakry- C/Ratoma
Rond point Hamdallaye CBG
Guinée-West Africa

Penser grand, Commencer petit, Devenir Grand



Les doléances de Toumba Diakité

Le tombeur du président Dadis fait des pieds et des mains pour rester au Sénégal. **Toumba Diakité** a déclaré pendant son audition au palais de justice Lat Dior, qu'il préfère rester en détention à Dakar qu'à Conakry où il craint pour sa



Toumba Diakité.

vie. Le célèbre prisonnier arrêté suivant une demande d'extradition formulée par la justice guinéenne, a été transféré du centre de détention de **Rebeuss** pour le camp pénal de **Liberté 6**. L'homme est accusé de crime contre l'humanité dans l'affaire massacre du 28 septembre, et d'avoir tenté d'assassiner le capitaine Dadis Camara le 3 décembre 2009. ■

Bah Oury joue un «rôle» que Fatou Badiar a refusé ...

Le président de l'Institution Indépendante des droits humains (INIDH) a déclaré sur les ondes d'une radio guinéenne que M. Bah Oury qui «a été gracié parce qu'il a changé d'opinion politique»,



Bah Oury.

joue un «rôle» que dame Fatou Badiar et Cie «n'ont accepté de jouer». Pourtant, explique **Mamady Kaba**, cette dame et ses codétenus dans l'affaire attaque de la résidence privée d'Alpha Condé, «méritent aussi la grâce présidentielle». M. Kaba argue que si le président Alpha Condé a décidé de pardonner à certains, il devrait élargir le coup de grâce aux autres «détenus politiques» que sont dame Fatou et Cie. ■

Entrevue CANDIDAT À LA MAIRIE DE BOKÉ, MAKANÉRA PROMET: Avec moi, Boké ne sera plus un gardien de l'enfer qui meurt de froid

L'ancien ministre de la Communication est candidat à la mairie de Boké. Les faits qui militent en sa faveur et ce que la population peut attendre de lui une fois élu... Voilà les questions auxquelles a accepté volontiers de répondre Alhoussein Kaké Mankanéra.

Le Populaire : Vous confirmez votre intention de briguer un mandat à la mairie de Boké ? Alhoussein Kaké Mankanéra : Effectivement, je suis candidat. On a déjà eu des contacts en ce sens. Parce qu'aujourd'hui, Boké se trouve dans une situation de calamité naturelle. C'est pourquoi nous avons dit qu'il faut tout faire pour que tous les fils de Boké se donnent la main pour sauver la préfecture. Aujourd'hui, pour quelqu'un qui passe à Boké, même si vous n'êtes de cette ville, même si vous n'êtes pas guinéen, mais si vous êtes humain, vous avez pitié de la population de cette préfecture. Vous êtes révolté et choqué. Donc, ma candidature s'inscrit dans ce cadre. Et, j'avoue que je bénéficie d'un soutien extraordinaire de la part de la population de Boké. Nous estimons qu'avec l'équipe que nous allons former, qui va d'ailleurs se mettre au-dessus des partis politiques et défendre l'intérêt supérieur de Boké et qui fera en sorte que cette exploitation sauvage et barbare de la bauxite de Boké cesse. Si l'exploitation en soi ne cesse pas, mais qu'elle tienne compte des contraintes liées au respect de l'environnement, du respect des riverains et du respect du développement durable, d'une manière générale. Nous avons eu à tenir une réunion l'autre semaine avec la population qui est directement impactée qui, aujourd'hui, ne peut ni cultiver, ne trouve pas d'eau pour boire, ni pour eux-mêmes, ni pour les animaux. Les arbres fruitiers qui devaient donner des fruits, compte tenu du fait que la société n'arrose pas la route, la poussière s'est posée sur tous ces arbres-là qui sont aujourd'hui incapables de produire. Pour toutes ces raisons, nous estimons que nous pouvons briguer ce poste et faire en sorte que Boké puisse vraiment voir le bout du tunnel.

Sous la bannière de quel parti prenez-vous part à ces consultations ? Pour le moment, c'est avec mon parti, le FND. Nous sommes en

train de travailler sur le terrain. A partir de ce que nous allons arrêter en commun accord avec les autres, peut-être que ça va être l'alliance des partis politiques. Vous savez, moi, je suis déjà dans une alliance, la Coalition anti système (CAS), qui regroupe le FND, mon parti, ainsi que le GRUP d'Elhadj Papa Koly Kourouma. Je ne sais pas encore si nous allons l'élargir à Boké.

Au soir de ces consultations, si le verdict est rendu en votre faveur, qu'est-ce que Boké peut attendre de vous ?

Ce qui est vrai, si la situation telle qu'elle se présente à Boké, ne change pas, je suis plus que convaincu que le verdict sera rendu en ma faveur. Et pour cela, je dirai aux fils de Boké que la promesse qu'Alpha Condé a faite sans pouvoir réaliser, cette promesse sera réalisée. Boké ne va jamais donner l'image d'un gardien de l'enfer qui meurt de froid. Toute exploitation minière tiendra compte du strict respect du Code minier, et fera en sorte pour l'emploi des jeunes, on ne prendra d'autres personnes à condition qu'on ne trouve la même compétence sur place. Même pour les entrepreneurs, lorsque nous pouvons faire un travail, il n'est pas question d'aller chercher ailleurs. Et aussi, il faudrait que l'impact environnemental soit respecté. Si les études ne sont pas faites, il faut les faire. Si c'est déjà fait, il ne faudrait pas qu'elles soient dans le tiroir. Il faut qu'on respecte, puisqu'aujourd'hui, il faut se dire la vérité, Boké est sacrifiée. On a tendance à croire que le président a dit aux gens : «transportez le plus que vous pouvez avant 2020». Donc, sans tenir compte d'aucune norme, encore moins des personnes qui vivent dans ces endroits. Quand vous partez, les gens, ils n'ont ni à boire, parce que les sources d'eau ont tari. Celles qui n'ont pas tari, sont complètement transformées en boue. Ce qui fait que les gens ne trouvent pas s'approvisionner en cette

denrée. Les animaux mêmes ne trouvent plus à boire. Donc, on a poussé les gens jusqu'au mur. Et à ça, il faut qu'on trouve la solution et le plutôt serait meilleur.

Mankanéra, une taupe d'Alpha Condé ?

Vous savez, les gens aiment beaucoup spéculer. Mais ce que je voudrais dire aux uns et aux autres, que mon objectif, c'est de faire en sorte qu'il y ait la vraie démocratie. Taupe d'Alpha Condé au sein de l'opposition ? Je ne sais pas ce que cela signifie. Parce que de toutes les façons et quoi qu'il arrive, moi je suis opposant. Je l'ai été avant beaucoup de personnes qui sont dans l'opposition aujourd'hui. Parce

ma foi, mon combat et même la mémoire de tous ceux qui se sont battus pour la démocratie et le progrès de la Guinée. Donc, vouloir continuer sur cette piste, c'est vraiment dire que je ne respecte pas la mémoire des gens qui ont cru aux valeurs démocratiques pour lesquelles nous nous sommes battus pendant 18 ans. Quand je me retrouve dans l'opposition, je crois que c'est ma place. Mais je ne viens pas dans l'opposition parce que M. Cellou Dalein Diallo est opposant, que Dr Faya Millimouno ou M. Sidya Touré est opposant. J'étais dans l'opposition avant eux. Je ne sais pas je vais être taupe pour qui. Si j'ai voulu avoir des postes avec Alpha Condé, j'aurais pu garder le silence

mené le gouvernement à diminuer la TVA, c'est-à-dire l'impôt. Ce qui a diminué considérablement le prix des marchandises. Deuxièmement, nous avons obligé le gouvernement à discuter avec l'opposition. Ce qui, peut-être, va conduire à l'organisation des élections communales transparentes et apaisées. Et par ce combat, nous allons emmener le gouvernement à comprendre que l'alternance en 2020 est obligatoire et irréversible, et que le président doit écouter le peuple, et que la porte de sortie honorable passera par là.

Nous entamons le nouvel an 2017. Quel est votre message à l'endroit des Guinéens ?

Je voudrais formuler mes meilleurs vœux de nouvel an à l'ensemble de la communauté humaine, à mon peuple, la Guinée, et particulièrement à ma famille, mes épouses, mes enfants et la presse qui constitue le baromètre de la démocratie. Encore une fois, profiter de cet instant pour souhaiter que les actions qu'ils sont en train d'entreprendre pour la consolidation de la démocratie dans notre pays continuent. Je voudrais aussi dire à Monsieur le président de la République que ceux qui le critiquent sont ses meilleurs amis. Malheureusement, il n'a pas profité de l'expérience de ses prédécesseurs. Sinon, il devrait comprendre que si le malheur devait lui arriver, ce ne sont pas ceux-là qui sont en train de chanter ses louanges qui vont être à ses côtés. Parce qu'il doit savoir que certains de ces gens étaient avec le président Sékou Touré. D'autres étaient avec feu le général Lansana Conté. Avec Dadis, avec Sékouba. Et ils lui tiennent les mêmes propos. C'est autant dire qu'ils ne sont ni pour lui, ni pour la nation guinéenne. Ils tiennent seulement à leurs intérêts personnels. Et ceux-là ne peuvent pas construire la Guinée. Ceux qui peuvent faire dos à leurs intérêts pour mettre au-devant l'intérêt supérieur de la nation, ce sont eux qui peuvent construire la Guinée. Ce sont eux qui peuvent le soutenir au moment où il a besoin de soutien. Tous ceux qui le soutiennent aujourd'hui ne le font que de face. Mais en réalité, ils se soutiennent eux-mêmes.

Réalisée par
Mady Bangoura



Mankanéra : «Avec moi Boké ne va jamais donner l'image d'un gardien de l'enfer qui meurt de froid».

qu'Alpha Condé est arrivé en Guinée quand j'étais déjà opposé au régime de Conakry, à l'époque de feu le général Lansana Conté, comme je l'ai réitéré plusieurs fois que je n'ai jamais voté pour lui. Et au sein de cette opposition, nous sommes restés avec les Alpha Condé pendant 18 ans. Quand je suis arrivé avec Alpha Condé, il n'était pas au pouvoir. Et à sa demande, on a fait l'alliance. Et quand j'ai été nommé, 15 mois seulement, j'ai été obligé de rendre ma démission pour dire que je me retrouve plus dans la politique actuelle d'Alpha Condé. Parce que ce qu'on avait promis à la population et ce que je voyais avec le président, c'était très différent. Donc, je ne pouvais pas trahir

comme d'autres anciens ministres qui espèrent encore bénéficier de ses décrets. Et si je n'ai pas gardé de silence, c'est que je ne cherche pas quelque chose avec Alpha. Parce que pour moi, la confiance du peuple est la plus importante que n'importe quelle autre confiance fût-elle du chef de l'Etat. Ce qui est important pour moi, c'est quand par mes actions, même si je ne suis pas ministre, même si je ne suis pas sous-préfet, par mes actions, on fait bouger les lignes au profit de la population guinéenne. C'est ça ma satisfaction. Et je suis convaincu. Le combat que nous avons mené pendant un an, ça a permis à faire bouger les lignes. Le premier point, nous avons em-

Billet d'humeur

**Au rond-point
Bambéto, policiers
et gendarmes
anarquent et violent**

Au pays de l'opposant historique devenu chef d'Etat en 2010 dans des conditions troubles (qui restent à élucider à l'image de l'affaire eau empoisonnée du palais dont feu Jean-Marie Doré Soumaoro, Premier ministre au moment des faits déclarait peu avant sa mort que les auteurs ne sont ni du camp du RPG Arc-en-ciel encore moins de l'UFDG), les contrôles de usagers de la route débutant à partir de 22h 30 dans la capitale Conakry ont pris une tournure inquiétante au rond-point Bambéto sur la transversale n°2 aéroport Gbessia-Kipé.

A ce niveau, ce ne sont plus seulement les coffres des véhicules qui intéressent les agents de la police et de la gendarmerie mais la capacité de paiement des passagers nocturnes ne portant sur eux ou se déclarant non détenteurs de leurs pièces d'identification.

A la différence du port des pendus (ex-pont 8 novembre) situé à l'entrée de la commune de Kaloum où quand tout est en règle certains demandent le « prix de l'eau », ici à Bambéto, le pilote de la voiture est peinarde. Mais les passagers « sans pièce » d'identité se voient frappés d'une amende de 5.000 s'ils sont des hommes, et de 15.000 FG s'il s'agit d'attrayantes dames, à payer rubis sur l'ongle. Les négociations de l'amende se font toute honte bue par les agents eux-mêmes. Personne ne bouge, s'il ne s'est acquitté. Ils arnaquent les proprios de grosses cylindrées. Ils violent le droit des jeunes et des dames qu'ils font descendre manu militari des cylindrées régulièrement immatriculées, à bord desquelles elles arrivent pour les faire coffrer dans des épaves de pick-ups de gendarme et de police soudards et insolents. Les agents arnaqueurs violent tout aussi le droit de circuler librement de ceux qui sont dans la file d'attente.

L'immobilisation des voitures provoque ainsi de longs bouchons. Pourtant, la « pièce » dont font cas les agents de sécurité postés à Bambéto peut être un simple badge imprimé par n'importe qui, plastifié n'importe où et comportant n'importe quel logo et écritures ne pouvant impressionner qu'une bande de semi-lettrés et de responsables malhabiles. ■

Par D.Alpha

ACTION HUMANITAIRE

Un four à pain traditionnel offert à l'orphelinat Régina Maris*

La frégate de surveillance « Ventôse » et la mission de défense de l'ambassade de France inaugurent un four à pain traditionnel dans un orphelinat de Conakry.



Un four à pain opérationnel, prêt à satisfaire les besoins des orphelins du centre.



Le colonel Roland Briane, le capitaine de vaisseau Alain Thomas, Mme Henriette Bouillé, Mme Céline de Lemos et l'équipe d'animation de l'inauguration.

Au cours de leur escale à Conakry, en octobre et décembre 2016, deux navires de la marine nationale française, le bâtiment de projection et de commandement « Dixmude » et la frégate de surveillance « Ventôse » ont entièrement financé et participé à la

construction d'un four à pain traditionnel au centre Régina Maris, orphelinat situé dans la commune de Ratoma et qui héberge trente-cinq enfants âgés de quelques mois à 18 ans.

Le four à pain a été inauguré le 16 décembre 2016 par Mme Henriette Bouillé,



La plaque inaugurale est dévoilée par le capitaine de vaisseau Alain Thomas et Mme Henriette Bouillé.



Les marins du Dixmude devant le socle qu'ils viennent de réaliser.

directrice du centre et par le capitaine de vaisseau Alain Thomas, commandant le Ventôse, en présence de l'attaché de défense près l'ambassade de France en Guinée, le colonel Roland Briane.

Ce four à pain permettra d'assurer la consommation

de l'établissement, d'assurer des revenus provenant de la vente de la production, et de former de jeunes apprentis. ■

*Le titre est de la rédaction.

SANTÉ UN PLAN DIABOLIQUE SERAIT-IL MIS EN MARCHÉ POUR RUINER LA FILIÈRE PHARMACEUTIQUE EN GUINÉE ?

Selon le constat d'un observateur, les pharmacies guinéennes sont menacées. Depuis 1985, la libéralisation des activités pharmaceutiques est effective.

La mise en place des sociétés grossistes depuis cette date a connu une déréglementation et un non respect des normes. Ce qui a conduit le pays à avoir près de 96 sociétés grossistes répartiteurs dont la plupart alimentent le marché illicite du

médicament selon la NPL, service rattaché au ministère de la Santé.

Il s'avère que plusieurs sociétés de nos jours ayant acquis légalement des agréments sont à la base de l'approvisionnement des marchés illicites de médicament sur le territoire national. Le gouvernement guinéen et le syndicat des pharmaciens ont en commun la lutte contre la vente illicite des faux médicaments. Plusieurs

pays renforcent leurs luttes contre les réseaux de trafic de faux et vente illicite de médicaments.

Un certain UBI Pharm serait-il à la base des différentes contradictions et incompréhensions ? Le cas du Bénin sert d'exemple et, tenez-vous bien, d'après nos sources, UBI Pharm a séjourné dans notre pays le 19 décembre dernier autour d'un idéal : celui de regrouper les pharmacies

sous l'égide d'un consortium appelé SOGUIMED (Société guinéenne de médicaments). Ce plan machiavélique d'UBI Pharm ne serait-il pas en désaccord avec l'esprit du gouvernement ? Attendons de voir dans les jours et semaines à venir l'objectif visé par UBI Pharm.

Affaire à suivre !

Babady Youla

DEVOIR DE MÉMOIRE

L'aguerri entrepreneur et fondateur des écoles le Complexe scolaire Saint Georges et l'université Mercure International a été rappelé à Dieu le jeudi 7 janvier 2016 par suite d'un arrêt cardiaque survenu à Conakry. Ancien ministre de l'Enseigne-

ment supérieur et de la recherche scientifique, ancien gouverneur du District 403 A1 qui compte 9 pays, le défunt fut également un membre actif des Forces vives qui s'étaient farouchement opposées en 2009 à une éventuelle candidature du capitaine Dadis, sous

Il y a un an Gandhi Tounkara nous quittait



Feu George Gandhi F. Tounkara

la bannière du Front uni pour la démocratie et le changement (Fudec) alors dirigé par François Loucény Fall.

A quelques mois seulement de la présidentielle du 11 octobre 2015, il a été désigné pour conduire l'Union guinéenne pour la démocratie et le développe-

ment (Ugdd) à cette échéance d'où il est sorti avec 0,38% des voix. A la suite d'un malaise contracté au soir du jeudi 7 janvier 2015, il a été évacué au CHU Ignace Deen où il a rendu l'âme les minutes qui ont suivi. Paix à son âme de George Gandhi F. Tounkara ! Amen.

La reprise du légendaire Tour cycliste de la Haute-Guinée après 30 ans d'arrêt



Le ministre donne le top départ du Tour de la Haute-Guinée.



Siaka Barry encourage les compétiteurs.

Le 27 décembre de l'an dernier, il a donné le coup d'envoi de la première édition du Tour de Guinée à Kourémalé, ville frontalière avec le Mali. Le ministre en charge des Sports **Siaka Barry** a été marqué par l'accueil chaleureux qui lui a été réservé à l'occasion du lancement de cette première édition du tour cycliste de la Haute-Guinée (qui se déroule en deux étapes: Kouremalé-Siguiro et Siguiro-Kankan). Cet événement sportif intervient quelques semaines seulement après le succès éclatant des *Jeux régionaux* de Boké. En début de matinée, il passe en revue les forces armées stationnées à la frontière. Le ministre Barry livre le message de vigilance du Commandant en chef, le Pr Alpha Condé. ■

Antonio Souaré

L'étoile qui fait briller le football guinéen

Le coq chante pour annoncer le petit matin, le petit oiseau pour l'étoile filante.

Antonio Souaré pour le football guinéen. N'est-ce pas une étoile qui fait illuminer un secteur qui a beaucoup somnolé dans le tréfonds de la passivité et de l'amateurisme.

Le football guinéen qui, dans les années 70 et 80, faisait la gloire de tout un peuple et de tout un continent, est en train de renaître de ses cendres à travers une étoile baptisée **Mamadou Antonio Souaré**.

Ah, oui des preuves palpables existent ! Le **Centre sportif de Yorokoguia** à Dubreka, le groupe **CIS Media** pour vendre l'image du sport et de la culture guinéenne à l'internationale, le **Horoya AC**, la compagnie aérienne **Guinea Airlines** qui verra le jour en 2017, sa société de loterie **Guinée Games**, sans oublier **GBM** (Guinée business marketing) un puissant holding qui crée des milliers d'emplois pour des jeunes guinéens et expatriés.

Ce sont là des acquis à mettre à l'actif du visionnaire dont l'objectif principal est de sortir ses compatriotes de la pauvreté sans particularisme aucun.

Il travaille aujourd'hui pour mettre ensemble la jeunesse guinéenne afin de mieux maîtriser les problèmes de ce monde pour un futur radieux. Sans repos, sans répit, tous



Les institutions sportives comme la Confédération africaine de football (CAF) le respectent pour la nature de la sponsoring et la qualité du travail qu'il a réalisé avec elle.

jours entre deux avions à travers les continents, il court sans cesse pour amener ses partenaires et les hommes qui l'entourent à trouver la meilleure formule pour le développement. Il ne serait pas superflu ici de souligner que c'est l'une des raisons pour lesquelles sa présence dans plus d'une vingtaine de pays africains dans lesquels il s'investit avec la même ardeur que dans son propre pays.

Les institutions sportives comme la Confédération africaine de football (CAF) le respectent pour la nature de la sponsoring et la qualité du travail qu'il a réalisé avec elle.

C'est en fonction et au regard de toutes ses relations avec le monde extérieur que la prise de conscience générale est arrivée au niveau des représentants des associations de football de notre pays de la base au sommet. Ces derniers ont jeté leur dévolu sur cet homme tout court, devenu mécène par la suite et passionnément engagé pour le sport, et le football en particulier, pour se hisser au sommet de notre fédération afin de permettre à celle-ci de finir avec le bricolage, l'improvisation et l'opacité.

Ce riche homme d'affaires naturellement discret et volontairement effacé, est en tout cas l'homme par lequel, selon les observateurs les plus avertis, arrivera enfin le bonheur tant envié par tous les guinéens pour l'émergence de leur football.

Ibrahima Diallo
DG radio Liberté FM

Féguifoot Les statuts adoptés

C'est en présence des officiels de la FIFA et de la CAF que l'assemblée générale convoquée par le Comité de normalisation de la Fédération guinéenne de football s'est déroulée.

À la lecture de l'ordre du jour pour l'amendement des statuts, des objections ont été relevées et le porte-parole de cette tendance prend la parole pour notifier les réserves contre lesquelles il n'était pas d'accord. Mais la grande majorité des membres statutaires ont fait pencher la balance en faveur de l'adoption desdits statuts vu que tous les paramètres concourant au développement du football étaient pris en compte. Ceci permet alors de



L'assemblée générale de la Féguifoot s'est déroulée en décembre 2016 en présence des représentants de la FIFA et de la CAF.

passer au vote des différents points. Sur les **Statuts**, 110 votent pour 9 contre et 2 abstentions.

Sur le **Code électoral** la majorité a 111 voix, 8 contre et 2 abstentions. Quant au **Règle-**

ment intérieur, là aussi 111 voix se dégagent pour l'adoption des statuts, 8 contre, et 2 abstentions.

En données chiffrées, c'est donc une majorité écrasante qui est en accord intégral avec les

desdits statuts sur la base desquels la nouvelle fédération sera élue cette année.

Un bel exemple de démocratie où la majorité remporte toujours. C'est très satisfaisant du déroulement des travaux et de

l'esprit qui a sous-tendu ce travail rénovateur que prend fin dans la salle du 28 septembre du Palais du peuple le congrès extraordinaire de la Féguifoot.

Par Ibrahima Diallo



Discours du nouvel an du président de la République

Guinéennes, Guinéens; Mes chers compatriotes.

L'année 2016 qui s'achève laisse le souvenir d'une période riche en événements politiques, économiques, sociaux et culturels pour notre pays.

Cette année 2016 se termine en effet par la volonté partagée par l'ensemble de la communauté nationale, d'engager le pays sur la voie de l'apaisement politique, dans le but de privilégier les intérêts supérieurs de la nation et notamment la quête d'un développement économique et social harmonieux.

En ce début de l'année 2017, j'ai le plaisir de présenter à chacun d'entre vous et à vos familles, tous mes vœux de santé, de prospérité et de bonheur.

Fort de votre soutien, je m'engage de manière résolue à poursuivre les actions visant à améliorer les conditions de vie de nos populations et à renforcer l'unité nationale. Cet objectif va de pair avec le souci de mettre la Guinée sur le chemin de l'état de droit, de la démocratie et de la paix.

Je tiens tout précisément à féliciter la classe politique pour son sens élevé de l'intérêt national qu'elle a manifesté tout au long du dialogue politique parachevé par un accord signé le 12 octobre 2016. Ce nouveau climat politique permettra aussi, j'en suis convaincu, d'organiser dans la confiance et la sérénité les prochaines élections locales.

La paix, l'unité nationale et la promotion des valeurs démocratiques m'ont toujours habité. J'en appelle à tous les Guinéens d'en être eux aussi, les plus fervents défenseurs.

Guinéennes, Guinéens

Il y a un an, le peuple souverain m'a renouvelé sa confiance pour un nouveau mandat, avec pour mission prioritaire de créer toutes les conditions économiques et sociales indispensables à l'amélioration du cadre de vie de nos concitoyens. Je n'ai pas perdu de vue cette responsabilité et les changements profonds auxquels aspirent notre peuple. J'ai instruis à cet effet le gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires.

Mes chers compatriotes

Mon gouvernement poursuit les réformes économiques et l'assainissement des finances publiques qui ont contribué à la normalisation de nos relations avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Avec le FMI, nous avons conclu le 28 octobre 2016, la huitième et dernière revue du programme économique par un accord au titre de la facilité élargie de crédit, pour la première fois dans l'histoire économique de notre pays. Cette décision traduit sans aucun doute, la confiance de cette institution à notre égard. Cet accord est accompagné par l'adoption d'un Plan national de

développement économique et social qui permettra une mobilisation optimale de notre potentiel de croissance.

Aujourd'hui, le partenariat public-privé se développe avec la réorganisation du secteur privé et l'évolution des activités du secteur informel avec lequel, le gouvernement a instauré des relations de confiance en matière de fiscalité. Notre Etat a mis en place, une nouvelle politique de mobilisation des ressources nationales et de renforcement de sa capacité d'absorption par l'Etat, des capitaux, grâce à l'amélioration du régime fiscal.

Nos efforts s'attellent aussi à la restructuration de l'économie rurale, et d'une manière générale au soutien au monde agricole. Cela permettra de consolider notre autosuffisance alimentaire, à travers l'appui aux cultures de rente, et la

port de Conakry et la construction de nouveaux ports et usines de traitement de la bauxite dans la région de Boké. En matière d'énergie, le lancement de la construction du barrage de Souapiti d'une capacité de plus de 450 mégawatts et la construction d'autres barrages, comme ceux de Koukoutamba et des barrages régionaux prévus à Kogbedou et Farankonedou qui vont permettre de desservir la Haute Guinée et la Guinée forestière.

Notre action porte aussi sur l'appui aux secteurs sociaux de base comme l'éducation, la santé, les transports, le tourisme, la communication avec notamment le projet de migration numérique qui va accroître la couverture de notre territoire national par la radio et la télévision ainsi que la modernisation de nos

partenaires internationaux. Il s'articule autour de plusieurs axes : la stabilisation de l'économie nationale, le renforcement du système de santé du pays, l'autonomisation des femmes et des jeunes, l'énergie, l'agriculture et la construction d'habitats sociaux.

Mes chers compatriotes

La Guinée est engagée dans la modernisation de son administration. Nous devons nous débarrasser de certaines habitudes acquises, combattre le manque de rigueur dans la gestion de la chose publique. A cet effet, j'ai instruis le gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de rompre définitivement avec la mauvaise gouvernance administrative. Des mesures pour le pointage des agents de la fonction publique ont été renforcées pour mettre fin à l'absentéisme chronique de certains agents, en cette période d'entrée de la nouvelle grille indiciaire des agents de l'Etat...

Notre pays a organisé au mois de novembre, la semaine de la citoyenneté et de la paix, afin d'amener nos populations à s'approprier et respecter les règles de civisme indispensables au bon fonctionnement d'un état de droit. Tous les agents de l'Etat, qui dans leurs fonctions s'affranchiraient de ces règles de droit ou procéderaient à une utilisation privative des ressources de l'Etat, devront rendre compte.

C'est pourquoi, j'insiste sur l'enseignement du civisme dans nos établissements scolaires, afin de promouvoir une culture citoyenne à tous les échelons de la société.

A cet effet, nous devons avoir confiance en notre Justice qui a d'ores et déjà de nombreuses réformes à son actif, depuis l'adoption de textes législatifs et réglementaires renforçant l'état de droit. C'est le cas de l'adoption d'un nouveau statut de la magistrature et de l'installation d'un Conseil supérieur de la magistrature. Ces réformes s'accompagnent d'un plan de rénovation de l'administration pénitentiaire et de l'adoption du code de procédure pénale et de la justice militaire. Notre justice doit désormais être prompte à se saisir de tous les dossiers qui l'interpellent et la population est ainsi appelée à croire en elle et à éviter de se rendre justice elle-même.

La finalité de mon action consiste à donner à chaque Guinéenne et à chaque Guinéen, la possibilité d'être formé, de se nourrir, de se soigner, d'avoir un logement décent, d'accéder à l'eau potable et à l'énergie. L'emploi des jeunes et des femmes doit être renforcé en mettant un accent particulier sur l'entrepreneuriat.

Guinéennes, Guinéens

Le rétablissement de la paix et de la sécurité en Afrique et particulièrement au Mali, est un impératif. Nos Forces de Défense et de Sécurité ont

d'ores et déjà payé un lourd tribut à la sauvegarde de nos idéaux de paix. Les Guinéens peuvent être fiers des hauts faits d'armes enregistrés partout où nos Forces de Défenses et de Sécurité sont intervenues.

Grâce à la réforme des forces de Sécurité et de Défense notre armée est devenue une armée républicaine dont nous tirons une grande fierté. Notre objectif, outre sa mission première de garantir l'intégrité du territoire national, est de faire en plus, de cette armée, une armée nationale au service du développement susceptible d'être appelée dans tous les chantiers de la construction du pays.

C'est pourquoi je rends un hommage mérité à ces Forces de Défense et de Sécurité qui veillent à la sécurité de nos populations et à l'intégrité territoriale de notre pays.

Guinéennes, Guinéens

Mes Chers Compatriotes ;

Notre pays est désormais fortement présent sur la scène internationale, tant au niveau bilatéral que multilatéral. C'est également de ce registre de la place croissante de la Guinée que procède la désignation par l'Unesco de Conakry comme capitale mondiale du livre. Ainsi la Guinée prend toute sa place dans les activités des Nations Unies, de l'Union Africaine et des organisations régionales et sous régionales. D'une manière générale, notre politique extérieure est articulée autour des principes du panafricanisme, du respect des règles de bon voisinage, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, la conformité aux règles et principes contenus dans les chartes des Nations Unies et de l'Union africaine.

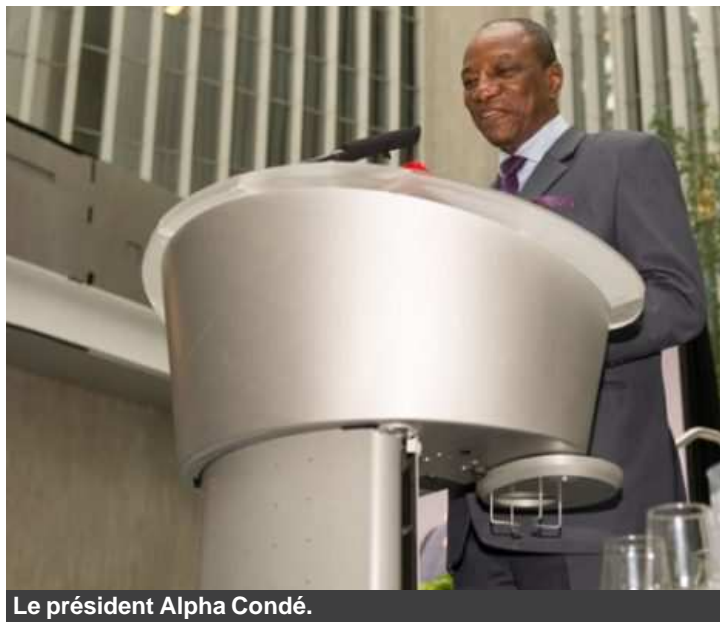
C'est le lieu de rassurer une fois de plus tous nos partenaires extérieurs, singulièrement nos frères des pays voisins, de notre désir de vivre en parfaite harmonie avec eux tous, dans un esprit de tolérance, de solidarité et de franche coopération. C'est le lieu aussi d'affirmer notre détermination à prendre toute notre part dans la lutte contre le fléau du terrorisme international qui menace aujourd'hui nos pays et nos Etats.

A tous les travailleurs, aux ressortissants étrangers vivant avec nous et qui partagent nos vies quotidiennes et nos projets, je souhaite mes vœux de santé et de succès, en formulant l'espoir que l'année 2017 apportera avec elle plus de bonheur.

Mon vœu le plus ardent est de voir l'année 2017, combler tous les espoirs de la nation guinéenne et apporter plus de paix, de santé et de bonheur à toutes les filles et à tous les fils de la Guinée.

A toutes et à tous, je souhaite une bonne et heureuse année 2017. ■

Le Bureau de Presse de la Présidence



Le président Alpha Condé.

réalisation d'infrastructures d'aménagement et de maîtrise de l'eau pour l'agriculture. Dans ce même ordre d'idée, nous avons instauré également les bases de l'élevage intensif et du développement du secteur de la pêche. Depuis le 10 octobre 2016, notre pays est en conformité avec les normes de l'Union européenne en matière de pêche. La Guinée a été ainsi retirée de la liste noire des pays qui ne coopéraient pas à la lutte contre la pêche illicite et non légal.

Par ailleurs, La Guinée s'est engagée dans de vastes projets dans le domaine minier, un des principaux secteurs porteurs de croissance de l'économie nationale. En créant un cadre propice à l'investissement, à commencer par la revue des titres, conventions et accords lancés en 2012 et clôturé en 2016. Il existe désormais un guichet unique chargé du suivi des projets, ainsi que de l'amélioration des connaissances géologiques et du renforcement des capacités de l'administration minière.

Dans le domaine des transports, de nombreux projets ont vu le jour, comme l'extension de la zone Est du

infrastructures de communication. Ces projets permettront à notre presse publique et privée d'exercer ses activités dans un cadre de liberté et de responsabilité.

Guinéennes et Guinéens

Pour atteindre nos objectifs de développement, la Guinée a l'impérieuse nécessité de croire en ses propres capacités. Nous disposons de ressources humaines suffisantes pour compter sur nos propres forces. Il est temps de consommer ce que nous produisons. C'est dans ce cadre que j'ai rencontré les artisans et mis à leur disposition un fonds d'aide qui leur permettra de réorganiser leur secteur et de produire davantage. Les orpailleurs traditionnels vont également être aidés dans le but de réorganiser leur secteur. J'engage l'Etat à équiper notre administration de produits mobiliers fabriqués par les créateurs guinéens.

Après l'épreuve difficile de la maladie à virus Ebola, notre objectif désormais est de poursuivre le programme de développement socio-économique et politique déjà amorcé. Ce programme appelé plan de relance et de résilience Post-Ebola est soutenu par nos



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCourrier
deConakry.com

L'information citoyenne
www.lecourrierdeconakry.com
Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com



MAJ-AFRIQUE INTERNATIONAL

Centre Panafricain de Conseil, d'études et de Renforcement des Compétences
Formation Continue – Conseil – Etudes – Accompagnement
Extenseur des Capacités-Leader de la formation sur-mesure



Siège Social : Croisement Bd Mohamed VI & Bd la Résistance – Quartier Gironde - 70 Rue Libourne,
Immeuble Résidence du Centre 4e étage Bureau N° 013_ 20000, Casablanca Mers Sultan-Maroc.

CONTACTS A CASABLANCA

Tel: +212 5 22 45 14 74_ Fax: +212 5 22 45 14 57/ GSM: +212 6 67 10 12 60 /+212 6 70 68 61 70
E-mail: contact@majafrique.com Site Web: www.majafrique.com

CONTACT A CONAKRY

Gsm : +224 622 30 46 84 / 669 37 24 48
Email : scama84@yahoo.fr



El Hadj SEKOU CAMARA
Directeur Délégué
GUINEE CONAKRY

Retrouvez en live toute l'actualité politique, sportive, culturelle et people
Guinéenne en photos et vidéos.

A retrouvez sur Facebook et Twitter : conakrylemag

www.conakrylemag.com

contact@conakrylemag.com



ONAKRYLEMAG.com
ACTUALITÉS GUINÉE

BAR ADMIRABLE PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton Dacky



Rendez-vous à

Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places
Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



ACTU CONAKRY

LA RÉFÉRENCE DE L'ACTUALITÉ GUINÉENNE SUR LE WEB



L'information guinéenne, c'est sur
www.actuconakry.com

Tel: +224 622 56 56 67

+224 657 36 36 26

E-mail : actuconakry@gmail.com



The poster features a vibrant background of red and yellow with large, stylized numbers (100, 24, 13, 35, 06, 10) and silhouettes of people celebrating. A central white circle contains the logos and schedules for various lottery games.

Guinée Games
Million wan waran

Tic Tac 9H00

Terre à Terre 11H30

Welli Welli 12H00
Tous les jours à 12 h 00

BANNA BELE BELE 13H30

WASSA WASSA 15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour
42 Tirages par semaine
168 Tirages par mois
2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**

LOTO 5/90